

Glissement progressif de la nation à l'État-Nation : commentaires en marge de " l'apparition du nationalisme en Occident "

Gilles Sénécal

Volume 8, Number 1, 1984

L'archéologie du social

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/006192ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/006192ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (print)

1703-7921 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Sénécal, G. (1984). Glissement progressif de la nation à l'État-Nation :
commentaires en marge de " l'apparition du nationalisme en Occident ".
Anthropologie et Sociétés, 8(1), 174–179. <https://doi.org/10.7202/006192ar>

En terminant, je voudrais souligner un détail. B. Bernier parle d'individualisme et de nationalisme. Je crois qu'il se laisse entraîner par l'argument de L. Dumont en liant ces deux notions. Souvent il parle d'individualisme alors qu'il conviendrait plutôt de parler d'égalitarisme, d'anti-organicisme ou de refus de la hiérarchie. B. Bernier reconnaît par ailleurs que son argument n'est pas celui de Dumont. Mais voit-il que le nationalisme, dans bien des dimensions, — soulignées de façon démagogique par les fédéralistes canadiens quand ils parlent du nationalisme québécois — est un sentiment qui fonde l'individu dans une collectivité et peut l'aveugler dans le chauvinisme patriote ou le national-socialisme ? Il ne s'agit pas là d'accident de l'histoire, pas plus en tout cas que le nationalisme ou l'individualisme de la Révolution française.

RÉFÉRENCES

ARENDR H.

1982 *L'impérialisme*. Paris: Fayard.

FANON F.

1968 *Les damnés de la terre*. Paris: Maspéro.

GUNDER FRANK A.

1971 *Lumpen-bourgeoisie et lumpen-développement*. Paris: Maspéro.

TOCQUEVILLE A. de

1967 *L'ancien régime de la Révolution*. Paris: Gallimard.

Joseph Pestieau
Philosophe
CEGEP de St-Laurent

GLISSEMENT PROGRESSIF DE LA NATION À L'ÉTAT-NATION : commentaires en marge de « L'apparition du nationalisme en Occident »

Dans son article sur l'apparition du nationalisme en Occident Bernard Bernier reprend les thèses de Mario Albertini et d'Anthony Smith sur la nation. Ces auteurs posent la nation comme un discours idéologique né avec l'État-nation et cela en s'appuyant sur les cas historiques de la révolution française et de la mystique nationaliste du romantisme allemand. Le télescopage des termes État, nation, État-nation est alors total et produit un dérapage théorique inhérent au découpage en instances (économique, politique, idéologique). Il est proposé dans ce court article une critique de la démarche de Bernier, Albertini et Smith ainsi qu'une interprétation théorique différente basée sur l'identité et une lecture culturelle du fait national.

Avec l'apparition du nationalisme et de l'État moderne en Occident nous entrons de plein pied dans l'ère de l'idéologie, c'est-à-dire dans la sphère du discours, celui d'un appareil et d'un processus. Cet appareil et ce processus se condensent dans la structure étatique et dans le discours du développement et du progrès. Au plan conceptuel, il n'est ici question que d'une forme de pouvoir nommée l'État-nation et de son discours idéologique nommé le nationalisme; en aucun temps les termes du social ne sont touchés par ce type d'analyse. La confusion serait de passer du discours idéologique de l'État-nation à « l'apparition des nations en tant qu'entités politiques et culturelles », comme si les deux phénomènes étaient fatalement et dans tous les cas interreliés, comme si sur le

même axe se répondaient l'État-nation, le discours idéologique qu'est le nationalisme et l'apparition de la nation. De plus, en synchronisant la naissance de la nation et celle de l'État-nation, doit-on comprendre que le processus historique de la nation aboutit à l'État-nation, en tant que finalité historique ? L'apparition de la forme politique qu'est la nation ne délimite-t-elle pas un conglomerat de phénomènes culturels découlant d'une réalité antérieure qui n'est ni discours, ni lieu politique ? La culture historique, assise de l'État-nation, n'est pas de fait tributaire du pouvoir et existe indépendamment de ce dernier.

De la *natio*, lieu de l'identité, que l'histoire des idées finit par confondre avec le *populus*, le corps politique, s'effectue le passage de la communauté à l'institution. En d'autres termes, la nation est unilatéralisée dans les seules bornes de l'État. C'est ce glissement théorique qu'effectue Albertini (1969) en promenant le mot nation dans le corps de la volonté politique, et ce de façon exclusive. De quoi parle-t-il alors ? Sinon de la seule nation citoyenne qui naît, d'une seule volonté administrative du pouvoir politique. La nation se confond à l'État, voire au territoire de l'État, et sans État point de nation. Albertini précise que l'État n'explique pas tout, mais la tradition et les mœurs seraient des critères erronés, autant dire qu'il exclut tout le champ culturel de la définition de la nation (pp. 7-8). Le glissement de la nation à l'État est alors continu, que ce soit la race : « il se trouve que ces groupes ne coïncident pas du tout avec les nations modernes » (p. 7)¹; la langue « à son tour n'explique pas la réalité nationale parce qu'il existe des nations plurilingues comme la Suisse, la Belgique, le Canada » (p. 7)². Albertini invalide donc les critères définissant une nation en lui opposant les termes des États. De plus, une nation monolingue comme la France, précise Albertini³, ne l'est que par l'action du pouvoir politique. La fusion de la nation et de l'État est alors totale car n'aurait-il pas mieux valu parler d'État monolingue. La fusion de l'État et des comportements, toujours selon Albertini, est complétée sur le continent européen⁴ et non en Grande-Bretagne où les Écossais et les Gallois distinguent encore nation et État. L'État devient la pierre angulaire sur laquelle repose l'édifice. La présence d'un État dédouane la question. S'il y a État, il y a nation, d'où l'assertion d'une nation canadienne⁵. Albertini en conclut : « alors on peut dire que la nation est au sens spécifique l'idéologie de l'État bureaucratise centralisé » (p. 13). De là une question : est-ce la nation (l'entité culturelle), ou le discours qui est l'idéologie ? Au delà du chiasme sémantique de la nation qui devient un simple discours ou un autre terme pour désigner l'État (Person 1976), se décèle un problème plus vaste, celui de la culture qui est alors submergée par l'idéologie, d'autres diraient la superstructure. Or, bien que Balandier (1978) ait démontré que l'instance économique n'est pas l'ultime déterminant en dernière... instance, sa logique des trois instances, en dépit de l'autonomie qui leur est conférée dans le marxisme althussérien, laisse en rade la culture, l'imaginaire, le symbolique. Par ailleurs, l'idéologie demeure un terme confus dans l'œuvre même de Marx car il renvoie quelquefois à la fausse conscience qui découle de la domination et d'autres fois à un simple système de pensée.

¹ Heureusement dirions-nous, mais en disant que ce critère est exclu de la définition de la nation, cette dernière est déjà nommément énoncée hors de toute discussion par Albertini : c'est à l'État qu'il réfère en utilisant le terme « nation moderne ».

² Encore ici il exclut un critère en fonction d'une définition secrète. Aurait-il été plus simple de parler d'État belge, suisse ou canadien car leur conférer le titre de nation signifie un choix subjectif préalable qu'il ne justifie pas.

³ Les locuteurs d'une des sept langues minoritaires de France, encore actuelles, seront heureux de savoir ça. La volonté étatique d'imposer le français comme langue d'usage et d'affaire est un fait historique, le maintien des langues minoritaires en est un autre. La permanence du breton ou de l'occitan indique bien à quel point la volonté de l'État n'exprime pas toute la société et la vague reconnaissance de ces langues maintenant admises à la télévision nationale démontre que les flux vont dans les deux sens dans le rapport État-société.

⁴ Le continent comprend bien la France, l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne, etc., voilà pour réjouir les Bretons, Corses, Occitans, Basques, Catalans, Sardes, Alsaciens, etc. Une autre assertion mal fondée qui rend sceptique face à la tentative de rationaliser l'idée de nation.

⁵ L'idée que n'existe pas de nation occitane ou québécoise peut bien être fondée. Encore faudrait-il que le critère ne soit pas de façon *stricto sensu* basé sur la seule présence d'un État passé, présent ou futur.

La nation comme territoire de la culture ou comme territoire de l'État et du discours; ce dilemme fait l'objet d'un débat théorique : nation organique ou nation citoyenne (cf. Person 1976, Tugène 1977, Person et E. et R. Marienstras 1977); autrement dit, la nation ethno-linguistique et historique ou la nation d'adhésion individuelle dont l'identité est abstraite puisque idéologique. Cette dernière inspirée du Contrat Social de J.J. Rousseau qui n'en a pourtant pas exclu la culture qui fonde l'unité de la nation, d'où son attrait pour la république Corse (1729-1769) et la Pologne. L'analyse objectivée de la naissance de l'État-nation se confronte au substrat subjectif de l'identité née de l'histoire. L'État-nation peut-il n'être qu'une des formes possibles d'un irréductible national ? L'État-nation s'instituant comme forme de pouvoir sur une représentation identitaire déjà en place. Une deuxième question : la culture peut-elle fonder la nation ou est-ce la nation qui est fondée par l'idéologie formalisée ? Le processus de formation de l'État est distinct de la base culturelle, sinon il gomme tout. L'option que nous privilégions sépare les deux phénomènes et prétend qu'il n'y a pas de relations de cause à effet entre l'État et la nation, que le discours nationaliste de l'État-nation n'est pas la nation sous-tendue par une antériorité.

Lorsque Anthony Smith (1979) prend l'exemple des Lumières et du romantisme allemand, il retient de fait la concrétion de l'idée hégélienne de l'État : l'idéal national culmine dans l'État moderne dont il retient l'idéal de croyance partagé (p. 2) devenu institution (p. 3) et matérialisant un idéal-type weberien. Il conçoit l'ethnie comme une anomalie qui ne peut être qu'idéologie ethnocentrique (Smith 1972, 1979). L'apparition du nationalisme est la traduction de l'idée d'étatisme et son analyse laisse en friche tout le champ de la nation comme communauté identitaire.

C'est également dans l'État-nation que Bernard Bernier situe « le courant idéologique vivace qu'est le nationalisme » (p. 111) et lorsqu'en toute conscience il lui répugne de définir la nation de façon objective, puisque d'essence subjective, il se donne comme « objectif de mettre à jour le discours nationaliste et les déterminants historiques de la nation » (p. 112). Le discours de l'État-nation et la nation sont ici confondus, tout au moins non définis, se gravent sur le même axe et semblent se phagocytter l'un l'autre. Bernier définit avec à-propos la nation idéale qui est le résultat, tout au moins la forme de pouvoir, du romantisme allemand dans sa version nationaliste et de la révolution française. À cet effet Robert Lafont souligne les recoupements de ces deux cas historiques en précisant que « la nation France est tout aussi hégélienne que la nation allemande » (1973: 34). Les dissemblances de ces deux cas historiques n'empêchent pas la construction d'un même discours sur la nation dont les fondements se puisent dans la logique étatique. Le processus historique de mise en place du pôle identitaire qu'est la nation procède et trouve sa légitimation dans la forme étatique. Le problème théorique serait de voir dans l'État un aboutissement historique de la nation et dès lors de confondre les deux termes. Bernier définit ainsi sa démarche :

Mon intention est plutôt, d'une part, de rechercher les principes idéologiques des discours sur la nation et, d'autre part, d'analyser les déterminants politiques, économiques, sociaux, culturels et idéologiques de l'apparition des nations en tant qu'entités politiques et culturelles (p. 111).

C'est donc dire que la nation provient d'un long murissement historique, d'un processus linéaire, depuis l'identité communale à la diffusion d'un sentiment national afin d'atteindre une finalité, soit la structuration de l'État-nation qui tel un *Deus ex Machina* conjugue les deux termes en un tout insécable. Les faits historiques qui accompagnent la germination de l'État moderne justifient-ils ce type d'analyse causale à l'effet que le pouvoir aurait happé au passage la culture communale pour son besoin d'unité. L'État jacobin hérita non seulement de la centralisation royaliste mais aussi d'une volonté nationale très attachée à la propagation d'une langue unique et conforme comme le souligne l'édit de Villiers-Cotterêts de 1537 qui interdit l'usage écrit de tout autre langue que le français et marque la volonté d'affirmation d'une nation française. Bernier illustre

bien la diffusion de ce sentiment national dès le règne de Philippe le Bel (1225-1314). Cette affirmation nationale française déborde le cadre des petits îlots locaux et manifeste une affirmation face au monde occitan en particulier. Est-ce un balbutiement de sentiment national naissant, prélude à la finalité de l'État-nation, ou est-ce une réalité culturelle nationale complète ? Glissant de la nation à l'État-nation, Bernier, se prémunissant contre l'auto-justification de l'existence nationale fait remarquer que l'entité culturelle nationale à référence politique biaise l'analyse scientifique; encore faudrait-il débusquer l'obstacle idéologique, car si la nation voile l'analyse rationnelle, de même la science est occultée par « l'analyse idéologique » (ici comprise comme la méthodologie du découpage en instances)⁶. Cependant, sous le regard rationnel et objectif, c'est tout le champ de la culture, de l'identité et de l'imaginaire qui demeure à explorer.

L'idéologie détermine-t-elle la culture ? Répondre à cette question, c'est poser un choix épistémologique. L'analyse marxiste subordonne les éléments de l'identité et de la conscience à l'idéologie. C'est le renvoi systématique dans les méandres de la superstructure qui condamne l'ensemble de faits sociaux dits non-objectifs à l'hypertrophie du subjectif (Person 1976) et à ne pas être pris très au sérieux par les tenants du rationalisme dont les marxistes. D'entrée de jeu, le problème demeure la coupure radicale entre culture et idéologie.

La question en litige, et par-delà l'article de Bernard Bernier, est de savoir si nous définissons l'imaginaire comme le lieu global de la représentation sociale, ce qui est la réalité dans une compréhension collective d'une société; la culture comme champ d'adhérence concrète ou symbolique qui est la forme de cet imaginaire social. L'idéologie se range alors dans le discours, c'est-à-dire là où les marxistes l'ont laissée soit dans la reproduction et dans la superstructure et pas ailleurs. Ce discours n'est pas la société et il ne s'associe à la culture que dans le processus incessant de transformation de ce champ culturel en tant qu'instrument. Est-ce réduire l'idéologie que d'entreprendre une analyse culturelle ? L'identité (ou l'appartenance) s'insère dans un univers de représentations et est culture. La remise en question de l'imaginaire social au sens donné par Castoriadis (1975) implique une idéologie qui se situe en relation à une base antérieure qui est culture, symbolique, imaginaire social :

...chaque culture institue des valeurs qui lui sont propres et dresse les individus en fonction d'elles (p. 35).

La culture et une de ses formes toujours contemporaines de l'identité, la nation, sont des processus; ils s'inventent dans l'histoire et se remodelent dans l'action. L'idéologie nationaliste bureaucratisée n'est pas la résultante de ce processus d'historicité. L'État n'est pas à ce point omnipotent, sa capacité d'intervention est confrontée au social et est traversée des volontés de maintien de la structure sociale par certains acteurs privilégiés alors que d'autres pressent pour sa transformation. À la culture comme versant de l'idéologie, nous opposons que cette dernière ne s'appuie pas sur des institutions. Ce sont les institutions qui instrumentalisent le discours pour consacrer leur agrégation et se prolonger dans le temps.

En bout de piste, il demeure deux contradictions apparentes. D'abord, si l'idéologie est l'instrument des processus de changement/maintien, n'est-ce pas l'idéologie qui contrôle le changement et de ce fait façonne la culture : Il ne resterait alors qu'une culture ossifiée dans une société massifiante où tout ne serait plus que discours. Il est possible de répondre que la base du changement et du débat social demeure culturelle, que l'idéologie, si dominante soit-elle, ne produit pas le social, elle n'en condense que le langage. Il en découle un second problème, celui de la modernité, processus par lequel une société

⁶ Car si à la limite la culture ou la nation renvoient à des pratiques, il est à peu près impossible d'en dire autant de l'idéologie dont la définition reste à faire, la pertinence à étayer et le champ à baliser. Sinon l'idéologie est partout ou presque... ou nulle part.

est restructurée et programmée selon le culte production-consommation-efficacité. Alors le problème demeure entier : l'homogénéisation de la société capitaliste confrontée quotidiennement à un contre-projet d'identité — l'autonomie selon Castoriadis — qui s'érige sur un irréductible culturel antérieur mais toujours vivace et que manifestent dans l'action les mouvements sociaux (nationalistes, régionalistes, autonomistes, autogestionnaires ou communautaires) en conciliant une perspective de développement, le vécu et une base historique, la permanence de l'identité résiduelle et une nostalgie. La récurrence périodique des nationalismes minoritaires, voire des régionalismes, stipule que même au cœur du projet moderne capitaliste, la culture et la nation condensent et fomentent l'action et l'identité, l'intérêt et la culture.

Bernier investissant une critique de l'État-nation en conclut que le « nationalisme joue »⁷ sur une identité vécue qu'il récupère afin de se doter d'un État national, tout au moins d'un projet politique à cet effet⁸. Tout se passe dans l'idéologie qui mobilise la quotidienneté dont la langue dans une symbolisation politique. Encore faudrait-il que cette critique des échelles de la vie : le quotidien, la communauté locale, les « éléments de la culture régionale », ne soit pas perçue sous le seul trait d'un flux unidirectionnel de l'État vers le local, de l'idéologie dominante vers le vécu, car de puissants ressacs animent les mouvements de la société civile ou locale⁹. Deuxièmement, les échelles locales n'impliquent pas un acteur toujours confiné au local ou au régional car une vision, voire une identité, à des échelles supérieures lui est possible. Les conclusions de l'enquête sociologique d'Alain Touraine *et al* (1981) sur le mouvement occitan indiquent bien un vacillement entre une revendication (intérêts culturels) très locale basée sur le « pays », un régionalisme plus appuyé par les jeux d'intérêts et de classes, un espace linguistique et ethnique (l'espace occitan) qui se veut une tentative d'unité du mouvement et enfin d'une relation à l'État (l'État français avec un rapport de centralité et de médiation et le projet d'un État Occitan que d'emblée la plupart des intervenants réfutent au nom de l'autonomie). La dissociation État et nation est alors évidente dans l'esprit de Touraine *et al*.

L'historique de l'État-nation et du discours nationaliste, d'ailleurs très bien expliqué par Bernier, amène un certain télescopage des termes nation, État, idéologie. Les jalons de cette histoire nous renvoient au passage des identités des échelles locales à un pôle national, à la structuration de l'État moderne et aux formes résiduelles de chacune de ces identités, par exemple les nations sans État et les États sans nation. Il y a là tout un niveau de complexité sociale et d'analyse, soit les rapports entre le local, la région, la nation et l'État. La question centrale étant la permanence de l'identité face aux processus de la modernité.

⁷ Qui se cache derrière le nationalisme, vu et compris comme l'idéologie dominante. Il y a un vide théorique dans cette interprétation du nationalisme étatique car en définitive la base sociale qui actionne l'idéologie est loin d'être démontrée, à moins de croire que l'avènement de la société bureaucratique amène une structure complètement autonome, donc détachée de la société.

⁸ L'auteur nous renvoie peut-être ici à Albertini (p. 111) qui prétend que les grandes nations d'Europe sont le résultat d'une extension forcée par l'État à tous les citoyens de la langue d'une nationalité spontanée préexistante sur son territoire. L'État né des petites unités territoriales, qui d'ailleurs n'étaient pas si fermées qu'il le prétend puisque confrontées à de larges mouvements historiques comme la croisade albigeoise et à l'imposition de normes homogénéisantes dont la langue d'oïl, peut paraître plus une construction de la nation d'oïl que de l'État français. Le processus d'unité de la France ne se confronte pas à une mosaïque diffuse. L'État qui se structure alors n'est pas opposé à un vécu communal clos, mais à un autre monde, celui d'Oc qui, sans aboutir à l'État, a possédé des formes politico-culturelles, dont certaines subsistent encore aujourd'hui. La question demeure s'il existe une nation occitane dans l'espace linguistique occitan. La langue est-elle oui ou non un critère, et l'imposition d'une langue qu'un mécanisme bureaucratique ?

⁹ À cet effet, le pouvoir globalisant de la langue dans la construction de l'identité nationale est passablement réduit lorsque défini comme « moyen pratique de la vie quotidienne ». La langue sert de pôle identitaire, de balise à un espace élargi et enfin de socle à l'institutionnalisation sociale.

BIBLIOGRAPHIE**ALBERTINI M.**1969 *La nation et son idéologie*. Paris: Presses Universitaires de France.**BALANDIER G.**1978 *Anthropologie politique*. Paris: Presses Universitaires de France.**BERNIER B.**1983 « L'apparition du nationalisme en Occident », *Anthropologie et sociétés* 7 (2): 111-129.**CASTORIADIS C.**1975 *L'institution imaginaire de la société*. Paris: Seuil.**LAFONT R.**1973 « Sur le problème national en France », *Les Temps Modernes* 324-5-6: 21-53.**PERSON Y.**1976 « Contre l'État-nation », *Pluriel* 8: 49-65.**PERSON Y. et E.R. Marienstras**1977 « À propos de la nation organique et de la culture », *Pluriel* 12: 63-78.**SMITH A.D.**1972 « Ethnocentrism, Nationalism and Social Change », *International Journal of Comparative Sociology* 13: 1-20.1979 *Nationalism in the Twentieth Century*. New York: New York University Press.**TOURAINÉ A. et al.**1981 *Le Pays contre l'État : Lutttes occitanes*. Paris: Seuil.**TUGENE G.**1977 « À propos de la nation organique », *Pluriel* 11: 75-94.

Gilles Sénécal
 Département de géographie
 Université de Montréal
